

Syrie

DEUX ANS DE MASSACRES ET D'ATTENTISME

La pusillanimité de la communauté internationale et de l'Europe désespère un peuple en butte à une guerre sans merci qui a fait déjà plus de 70 000 morts. Et le laisser-faire joue contre l'aspiration à la liberté et à la démocratie des Syriens.

Les archéologues s'interrogeront en fouillant les décombres. Sur la furie meurtrière d'un dictateur. Sur un monde épris de paix qui a laissé massacrer un peuple et censurer l'avenir d'un foyer de civilisation universelle. Sur une Europe championne des droits de l'homme et de la démocratie mais insensible au sort de Méditerranéens tout proches. Au 15 mars 2013, date anniversaire des premières protestations pacifiques, les Nations unies dénombreaient déjà plus de 70 000 morts en Syrie, plus d'un million de réfugiés (dont une moitié d'enfants) dans les pays limitrophes et évaluaient à deux millions et demi les personnes déplacées, échouant à recenser les prisonniers, massivement et cruellement torturés. Les conditions d'accueil dans les camps du Liban, de Turquie, d'Irak et de Jordanie empirent avec l'afflux des familles. Les ONG dénoncent les faux-semblants d'une aide humanitaire dont la plus grande part, distribuée par le Croissant rouge syrien sous le contrôle de Damas, échappe aux habitants des villes les plus meurtries. La Coalition nationale des forces de l'opposition syrienne⁽¹⁾, qui a bâti sa propre structure de secours aux victimes (CODSSY) dans les zones libérées, en est réduite à la politique de la chaise vide pour exhorter les « Amis de la Syrie » à passer des promesses

aux actes, que ce soit en matière de sanctions contre le pouvoir baasiste, de dons financiers aux organismes d'assistance ou encore d'appui logistique à la rébellion. La délégation de citoyens, venus à Strasbourg le 11 décembre 2012, à la rencontre des élus européens et du cabinet de Catherine Ashton, a récolté de bonnes paroles qui tardent à se concrétiser⁽²⁾. De même les juristes attendent toujours la saisine de la Cour pénale internationale pour poursuivre ce qu'il faut bien appeler des crimes contre l'humanité.

L'incohérence de l'UE

L'attitude de l'Union européenne à l'égard de ses voisins du Maghreb et du Machrek étonne par son incohérence. De trop timides encouragements se faisaient entendre en 2011, quand les sociétés civiles du monde arabo-berbère commençaient à secouer leur joug pour chasser ces raïs dont les chancelleries s'étaient accommodées parce qu'ils maintenaient un ordre propice au commerce. Le rêve d'une démocratisation sans douleur ni délai prit ensuite le dessus. Puis l'opinion des décideurs se rafraîchit quand les espoirs du printemps des rues se diluèrent dans l'automne des urnes, favorables aux islamistes. L'Europe et les États-Unis craignent d'avoir consenti un prix politique, militaire, diplomatique et sécuritaire trop élevé pour la

chute de Mouammar Kadhafi. Bien qu'ils se réclament dans leur grande majorité des principes de pluralisme et de tolérance chers à l'Occident, les révolutionnaires syriens payent beaucoup plus cher leur désir de liberté.

Les arguments en faveur du laisser-faire se retournent pourtant. Écartelée entre Israël et l'Iran, la région serait trop instable pour tolérer des ingérences étrangères ? Damas se démène au contraire pour exporter la crise. L'armée syrienne serait trop puissante pour qu'on l'empêche de nuire ? Des brigades de partisans la mettent en échec, la force qui lui reste ne tenant qu'à la supériorité des blindés et à la maîtrise de l'espace aérien. Le veto de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité serait incontournable ? Il s'avère plutôt contreproductif de permettre à Moscou et Pékin d'entretenir leur capacité de nuisance en vue d'arracher des concessions dans les affaires où ils ont l'ambition de peser. L'embargo limiterait les dégâts ? La Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais approvisionnent régulièrement l'appareil de Bachar Al-Assad en missiles, munitions et conseillers. L'armement des rebelles alimenterait l'islamisme radical ? Les succès des commandos fondamentalistes résultent du quasi-monopole des roquettes antiaériennes et antichar procurés par de riches parrains du Golfe persique et la nébuleuse djihadiste.

LES PAYS DE L'UE DIVISÉS

Faut-il lever l'embargo sur les livraisons d'armes prorogé jusqu'à la fin mai par l'UE ? La France et le Royaume-Uni ont avancé cette hypothèse. Mais le président Hollande a émis des réserves le 28/03, car « nous n'avons pas la certitude » que les armes ne seront pas utilisées par les extrémistes djihadistes. Une chose est sûre : au bout de deux ans de conflit, les Vingt-Sept ne parviennent toujours pas à adopter une position commune et plusieurs pays européens, Allemagne et Suède en tête, s'opposent à la levée de l'embargo (ndlr, 28/03/2013).

Assouplissant un coin de son dispositif, le 18 février 2013, le conseil des ministres européens a daigné concéder la livraison de gilets pare-balle et d'instruments de déminage en guise de protection pour les civils⁽³⁾.

Une telle pusillanimité désespère un peuple en butte à une guerre asymétrique et sans merci. Se cantonner dans la position du spectateur serait un sûr moyen de l'inciter à se jeter par dépit dans les bras des ennemis de la démocratie. ☞

Emmanuel Wallon

Professeur de sociologie politique à l'Université Paris-Ouest-Nanterre (mi-mars 2012)

1) Son chef, Ahmed Moaz al-Khatib a démissionné de son poste le 24/03, à l'heure où nous bouclons ces pages
2) Lire l'Appel p. 35 du n° 100 de la revue
3) Les initiateurs de la « Vague blanche pour la Syrie » ont relancé le 15 mars 2013 un pressant appel à l'action. Cf. www.vagueblanchepourlasyrie.org